



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Safetykleen France

65 Av Jean Mermoz
93120 La Courneuve

Références : 20250403-RAP-63-0374-Inspection-Safetykleen-Cournon-d'Auvergne.odt
Code AIOT : 0005602447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement Safetykleen France implanté Impasse des Acilloux 63800 Cournon-d'Auvergne. L'inspection a été annoncée le 10/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Safetykleen France
- Impasse des Acilloux 63800 Cournon-d'Auvergne
- Code AIOT : 0005602447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Cournon d'Auvergne de l'entreprise Safetykleen est autorisé par arrêté préfectoral du 23/12/2013 pour le tri, le transit et le regroupement de 20.68 tonnes de déchets dangereux au titre

de la rubrique 2718-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'entreprise propose à ses clients un service de nettoyage de pièces industrielles (machine et réapprovisionnement du liquide de nettoyage). En effet, ce service inclut, essentiellement pour ses clients de la Haute-Vienne, du Puy-de-Dôme, de l'Allier, du Cantal et de la Haute-Saône, la récupération des liquides de nettoyage usagés et l'envoi de produits neufs en remplacement.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 3.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Étiquetage	Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 3.4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 4.3	Demande d'action corrective	3 mois
7	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 4.4	Demande d'action corrective	3 mois
8	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
10	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
12	Requalification périodique d'un équipement sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18,20,23,25	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 1.3	Sans objet
11	Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45 > I.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant fournira à l'inspection le justificatif de vérification de son système de détection incendie. Le plan de défense contre l'incendie sera également transmis ainsi qu'au SDIS. Enfin, l'exploitant procédera dans les plus brefs délais à la requalification périodique de sa cuve d'air comprimé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'installation d'une superficie totale de 2 046 m ² comprend principalement un bâtiment de stockage de 500 m ² et des espaces de parking. [...] Les produits neufs et usagés qui sont stockés dans des zones distinctes à l'intérieur du bâtiment sont de 3 types : <ul style="list-style-type: none">- solvants de dégraissage : en fûts métalliques de 200 l et container de 1 m³ pour une quantité maximale de 15 m³;- diluant de peinture : en fûts de 25 l sur rétention pour une quantité maximale de 6 m³;- agent lessiviel de dégraissage : fûts métalliques de 200 l sur rétention pour une quantité maximale de 15 m³. Parmi ces produits neufs et usagés, la quantité maximale de déchets susceptible d'être présente sur le site est de 20,68 tonnes.
Constats : Sont présents sur le site au moment de l'inspection, les produits usagés (déchets) suivants: <ul style="list-style-type: none">- Environ 200 litres de solvants de dégraissage : 0.2 tonne ;- 44 bidons de diluant (25 litres chacun) : 1 tonne ;- 6 GRV de lessiviel de dégraissage usagé (1 m³ chacun) + 2 en cours de remplissage : 8 tonnes. Soit environ 9 tonnes de déchets, bien en dessous de la limite maximale de 20,68 tonnes. En ce qui concerne les produits, les limitations en volume sont également respectées. Cependant, lorsque l'on somme l'ensemble des agents lessiviels neufs non dilués (16 fûts de 200 litres) et les stocks de produits neufs (3 GRV d'un m ³) et usagés (6 GRV d'un m ³) dilués, on arrive à un peu plus de 12 m ³ .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera, en ce qui concerne les produits neufs et usagés de lessiviel de dégraissage, à rester sous le seuil de 15 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente, La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport APAVE de vérification des installations électriques n°4812168-016-1 du 15/11/2024. Le rapport liste 4 observations dont 2 ayant déjà été signalées. L'exploitant indique que, parmi les deux déjà signalées, celle sur l'éclairage de sécurité d'évacuation non conforme a été traitée. En revanche, l'observation sur une trace d'échauffement pour laquelle l'APAVE préconise d'analyser l'origine et d'y remédier rapidement n'a pas été traitée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant traitera les observations du dernier rapport APAVE, notamment celle sur la trace d'échauffement nécessitant une analyse de l'origine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Étiquetage
Prescription contrôlée : L'exploitant conserve les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 4624-4 du code du travail. [...] Les fûts, réservoirs et autres emballages des produits ou déchets dangereux sont étiquetés conformément à la réglementation en vigueur. Ils portent en caractères lisibles : - le nom des produits ou le libellé et le code des déchets au regard de l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement; - les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Les fûts, réservoirs et autres emballages des produits dangereux sont étiquetés. En ce qui concerne les déchets dangereux, les fûts récupérés chez les clients contenant

<p>initialement des produits (par exemple les dissolvants/diluants et les solvants de dégraissage), mais qui après utilisation contiennent des déchets, ont conservé l'étiquetage d'origine du produit. Les GRV d'un mètre cube de lessiviels usagés, servant à massifier le produit sur site avant son départ vers les filières de traitement, sont sans étiquette.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant apposera sur les GRV de lessiviels usagés le nom du déchet, son code et les symboles de danger associés.</p> <p>L'ensemble des fûts récupérés chez les clients, et stockés sur site sans reconditionnement, seront étiquetés comme déchet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout entreposage de produits et de déchets liquides dangereux, ou contenant des substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement, où susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, est associé à une capacité de rétention.</p> <p>[...]</p> <p>Un dispositif permettra de confiner les eaux d'extinction d'incendie à l'intérieur du bâtiment pour un volume de 120 m³; les canalisations de rejets susceptibles de transporter des effluents souillés notamment ceux générés lors d'un déversement accidentel où d'un incendie sont équipées de dispositifs d'obturation, disponibles en permanence et qui font l'objet de vérifications périodiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est en permanence sur une rétention réalisée par une digue qui bloque tout écoulement vers l'extérieur et le local bureau. Cette digue est fermée par défaut et levée lors des départs et des arrivées de camions. De plus, le sol du site est incliné de telle manière à ce que les éventuels épandages ne soient pas dirigés vers la sortie mais au fond du bâtiment.</p> <p>Un rack a été installé à droite du bâtiment en entrant afin de stocker les produits non dilués. Des rétentions sont placées en dessous mais pas sur toute la longueur du rack.</p> <p>De plus, le produit KLEEN 7700 stocké dans des bidons jaunes de 26 kg au niveau du local osmoseur n'est pas sur rétention alors qu'il peut provoquer une sévère irritation des yeux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant placera des rétentions sur toute la longueur du rack de stockage de produits. L'exploitant placera les bidons KLEEN 7700 sur rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Les parties fermées ou abritées de l'installation sont équipées d'un dispositif de détection automatique d'incendie, composé d'un détecteur de flamme au-dessus du stockage de dissolvant et de 3 détecteurs de fumée répartis dans le bâtiment avec report d'alarme et d'alarmes d'incendie. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme en charge du contrôle périodique les justificatifs de la suffisance, de l'efficacité et de l'opérabilité des moyens de détection et d'alarme mentionnés à l'alinéa précédent.
Constats : Les justificatifs du dernier contrôle périodique de la détection incendie n'ont pas été fournis en séance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira les justificatifs du dernier contrôle du système de détection incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens d'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), - d'un réseau public ou privé implanté de telle sorte que tout point du bâtiment se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux feux à combattre et compatibles avec les

matières stockées.
Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure et notamment en période de gel, Ils font l'objet de vérifications périodiques dont les résultats sont consignés dans un registre.
Constats : Un poteau incendie se trouve à 90 m, par la route, de l'entrée du bâtiment. L'exploitant a fourni le rapport DESAUTEL d'intervention n°03632855-001 du 10/06/2024 pour 4 extincteurs. Le rapport indique que le camion immatriculé FY963AL n'était pas sur le site au moment du contrôle et que ses extincteurs n'ont pas pu être contrôlés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le contrôle périodique des extincteurs des camions sera vérifié par l'exploitant et réalisé si nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2013, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes de sécurité précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations utiles sur les produits ou déchets manipulés (caractéristiques et dangers associés), les réactions chimiques et les risques des opérations mises en œuvre ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., ainsi que les moyens à mettre en œuvre en cas d'accident (notamment les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie) ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans le bâtiment ; - l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties de l'installation en zones ATEX ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les précautions à prendre pour l'emploi et l'entreposage de produits ou déchets incompatibles. Le personnel d'exploitation reçoit une formation portant sur les risques présentés par l'entreposage ou la manipulation des déchets dangereux ou contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter.

Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence.
<p>Constats :</p> <p>Les numéros de téléphone des responsables sécurité sur l'affichette des consignes de sécurité dans le local bureau ne sont pas à jour. Un document "règles générales d'urgence en cas d'accident" est quant à lui à jour concernant les contacts. Des consignes de sécurité concernant le déversement accidentel de produits chimiques sont établies. Un plan général des stockages se trouve également dans le local bureau.</p> <p>Un plan d'évacuation plastifié se trouve dans le bâtiment, mais il n'est pas visible depuis l'entrée du site et peut être caché par une porte quand celle-ci est ouverte. Ce plan n'est pas assez détaillé car il ne reprend pas les différentes zones de stockage dont la zone ATEX.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les numéros de téléphone de l'affichette des consignes de sécurité seront mis à jour.</p> <p>Comme cela avait été demandé lors de la dernière inspection, l'exploitant positionnera un plan général des stockages à l'extérieur du bâtiment avec toutes les informations pouvant être utiles au SDIS (coupure générales d'électricité, zones de stockage dont ATEX, extincteurs...). Le plan d'évacuation sera repositionné, et mis à jour si nécessaire, pour être plus visible.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le

<p>cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>Un plan de défense contre l'incendie générique au niveau du groupe est en cours de rédaction. Il reste ensuite à le décliner en prenant en compte les spécificités de chaque site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie du site de Cournon d'Auvergne sera envoyé au SDIS et à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Maîtrise des sinistres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p>

<p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des exercices d'évacuation avec test de l'alarme sont réalisés tous les 6 mois.</p> <p>Une formation incendie à destination de tous les agents aura lieu le 10 avril 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalisera un exercice de défense contre l'incendie (en adaptant le scénario d'un exercice d'évacuation par exemple) et en réalisera le compte-rendu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Traçabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant tient un inventaire hebdomadaire, par site, des produits propres et sales (déchets) présents.</p> <p>À noter que le lessiviel usagé (et donc dilué), qui représente la plus grosse partie du stock de déchets en volume, est composé essentiellement d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant pour les stocks de produits/déchets non dilués:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stock de diluants/dissolvants (bidons argentés) présent dans la zone ATEX; - Stock de solvants de dégraissage (bidons rouges); - Stock de lessiviels de dégraissage (bidons bleus). <p>de mettre à la disposition du SDIS (dans une boîte spéciale pompiers par exemple) un document indiquant la fourchette minimum et maximum du stock pouvant être présent pour chacune de ces typologies de produits/déchets.</p> <p>Au préalable cette solution sera validée avec le SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Trackdéchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45 > I.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Trackdéchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p> <p>Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.</p> <p>Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce</p>

délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques peuvent être prévues pour le ministère de la défense dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La tenue du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.

Sont exclues de ces dispositions, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.

Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

L'exploitant a fourni 3 BSD Trackdéchets:

- BSD-20241016-758N45T6E concernant 0.5 tonnes de solvant usagé (code déchet 20 01 13*) du 16/10/2024;
- BSD-20250325-M1G881JY3 concernant 12 tonnes d'eaux lessiviels (code déchet 12 03 01*) du 26/03/2025;
- BSD-20250312-6WN0SH8R1 concernant 1.1 tonnes de diluant usagé (code déchet 20 01 13*) du 13/03/2025.

Trackdéchet est bien utilisé sur les différentes typologies de déchets.

Sur 2024, le site de Cournon d'Auvergne a émis 70 bordereaux pour un tonnage de 542 tonnes sortant. Ce qui fait un peu moins de 8 tonnes en moyenne par bordereau.

Le site est autorisé pour un stock maximum de déchets dangereux de 20.68 tonnes

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 12 : Requalification périodique d'un équipement sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18,20,23,25
--

Thème(s) : Risques accidentels, Requalification périodique d'un équipement sous pression

Prescription contrôlée :

Article 18:

L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique:

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Article 20:

L'inspection de requalification périodique est réalisée dans les conditions de l'inspection périodique mentionnées aux articles 16 et 17. Elle tient lieu d'inspection périodique.

Article 23:

Les opérations de requalification périodique sont effectuées sous la responsabilité d'un organisme habilité suivant les dispositions du I de l'article 34 du présent arrêté.

IV de l'article 25:

Il est interdit d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant.

Constats :

Le récipient de marque SIAP, fabriqué en 2009, de volume 500 litres et de pression de service 11 bar se trouvant dans le local osmoseur ne possède pas de marquage sur sa plaque attestant qu'un organisme habilité a procédé à une requalification périodique depuis 2019.

L'équipement est donc en retard de requalification périodique depuis 6 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précède dans les plus brefs délais à la requalification périodique de son récipient sous pression ou bien à son remplacement. En effet, il est interdit d'utiliser un équipement sous pression en retard de requalification périodique.

Un courriel a été envoyé à l'exploitant en ce sens le 03/04/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 1 mois
